



The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library

This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.

Help ensure our sustainability.

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

aesearch@umn.edu

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.

COMPTES RENDUS DE LECTURE

ANDREW SCHMITZ, HARTLEY FURTAN and KATHERINE BAYLIS,
Agricultural Policy, Agribusiness, and Rent-Seeking Behaviour.

University of Toronto Press, 2002, 432 p.

Disons-le d'emblée, ce livre au titre prometteur est à la fois décevant et frustrant. À mes yeux, l'ouvrage est décevant sur quatre points importants : le cadre d'analyse promis n'est pas explicité, la référence aux comportements de recherche de rentes (« *rent-seeking behaviour* ») dans le titre suggère une approche claire en termes d'économie politique que l'on ne trouve pas dans l'ouvrage, les réalités et les écrits d'auteurs hors Amérique du Nord sont trop largement ignorés et, dans certains cas, le contenu de l'argumentation est très approximatif. La frustration provient du fait que l'on a souvent le sentiment que les auteurs, dont la réputation professionnelle est excellente, auraient pu faire beaucoup mieux, c'est-à-dire surmonter les limites qui viennent d'être évoquées et faire bénéficier le lecteur, de façon plus convaincante, de leur vaste expérience et de l'originalité de leurs points de vue sur des questions importantes.

Dès la page de garde, le premier paragraphe annonce un projet très ambitieux : cet ouvrage comble, lit-on, le vide constitué par l'absence « *d'un discours complet présentant les aspects théoriques et pratiques de la politique agricole d'un point de vue économique* ». Pour satisfaire cet objectif, il faudrait présenter un cadre conceptuel cohérent et explicite, objectif que s'assignent d'ailleurs les auteurs, comme ils l'écrivent en page 4. Tel semble être l'objet du premier chapitre qui annonce une explication de chaque terme du titre (politique agricole, « *agribusiness* » et comportements de recherche de rentes). Mais, en réalité, ce chapitre est fait d'un ensemble de réflexions hétérogènes sur de nombreux sujets regroupés — bien arbitrairement semble-t-il — en dix sections, mal ou pas du tout reliées entre elles. L'une de ces sections, intitulée « *l'agriculture et sa nature changeante* », a elle-même six sous-sections, très hétérogènes comme le révèlent leurs titres, par exemple : « *importance de l'agriculture* », « *qui est agriculteur ?* », « *dilemme du prisonnier* ». Dans la dernière section de ce premier chapitre, le plan de l'ouvrage est annoncé : il comprend neuf parties, présentées en seize chapitres, et là encore, le lecteur est bien en peine pour trouver un fil conducteur explicite. Quant au dernier chapitre, intitulé « *résumé et conclusions* », il aborde en fait des éléments nouveaux et ne fournit pas un traitement synthétique : il a dix sections couvrant des sujets aussi divers que « *choix publics et comportements de recherche de rentes* », « *coûts et bénéfices des politiques agricoles* », « *évaluation empirique* », « *soucis de commerce international et bio-terrorisme* » !

L'absence d'un positionnement clair par rapport aux approches en termes d'économie politique est encore plus gênante, à mes yeux, que l'absence de fil conducteur explicite. Certes, les auteurs font expressément référence à la théorie

des choix publics, notamment dans le dernier chapitre pour expliquer pourquoi les agriculteurs des États-Unis et de l'Union européenne sont plus performants dans la recherche des rentes que les agriculteurs canadiens. Ils n'ignorent donc pas cette littérature. Pourtant, ils n'en tirent pas clairement les conséquences sur la distinction nécessaire entre analyse économique positive, économie normative et économie politique, alors que de nombreux auteurs l'ont fait avant eux. Ainsi, toujours dans le dernier chapitre, ils écrivent : « *l'un des aspects les plus difficiles de la formulation d'une politique agricole est l'établissement de buts et d'objectifs pour le secteur agricole* ». Cette remarque reflète une ignorance totale de la principale contribution de l'économie politique, à savoir que toute politique est **la résultante** du jeu combiné de nombreux acteurs ayant chacun leurs objectifs, sans que rien n'assure automatiquement la cohérence d'ensemble du choix final avec des objectifs fixés *a priori* et sur lesquels, en quelque sorte, les acteurs se seraient mis d'accord. Cette question renvoie probablement à la définition de ce que les auteurs entendent par point de vue économique. Peut-être implicitement considèrent-ils que celui-ci est synonyme d'optimum économique et que l'économie politique ne sert qu'à expliquer pourquoi la recherche de leurs intérêts particuliers par divers groupes, capables d'influencer le processus politique, peut s'opposer à la poursuite de l'intérêt général, qui correspondrait à l'optimum économique. Si tel est le cas, il aurait été bon que les auteurs soient clairs sur ce point. Personnellement, je pense que cette conception du point de vue économique est trop étroite et n'est pas la plus féconde pour comprendre et interpréter les problèmes de politique économique.

La limitation aux réalités et aux écrits d'Amérique du Nord est explicitement reconnue, revendiquée même, par les auteurs. Certes, elle n'est totale sur aucun des deux points. Mais elle est très générale et, en fin de compte, gênante. Beaucoup des questions abordées se posent ailleurs qu'en Amérique du Nord et ont fait l'objet d'analyses pertinentes dans les autres continents. On pourrait citer de nombreux auteurs européens, bien sûr. Ce serait peut-être malvenu de la part d'un Français. Citons donc l'absence dans la bibliographie d'auteurs tels que l'Australien Kym Anderson, le Japonais Y. Hayami, à l'exception de son livre avec V. Ruttan, ou encore le Chilien A. Valdes. Pourtant, ces trois auteurs réputés ont apporté des contributions connues et significatives aux thèmes abordés par les auteurs de l'ouvrage examiné ici. Remarquons au passage que nos auteurs ont fait un effort pour intégrer certains apports en français de collègues québécois. Cet effort de la part d'anglophones mérite d'être salué.

Le caractère approximatif de l'argumentation apparaît trop souvent. Il est illustré par l'utilisation du dilemme du prisonnier. Les auteurs nous expliquent en effet qu'en l'absence de limitations de production, il y a surproduction parce que « *under the prisoner's dilemma* » un producteur individuel n'anticipe pas correctement la réaction de production de son voisin. Ce raisonnement n'est pas vraiment rigoureux : les économistes avaient identifié et expliqué le problème comme résultant de la difficulté de coordination entre de nombreux producteurs en régime de concurrence bien avant que le concept du dilemme du prisonnier ne soit formulé. En outre, le dilemme du prisonnier explique les difficultés de coordination entre un petit nombre d'acteurs se connaissant et ayant conscience des interdépendances et des conflits d'intérêts potentiels entre eux, ce qui n'est pas le cas des producteurs en régime de concurrence, comme les producteurs de produits agricoles, pour qui la concurrence va le plus souvent bien au-delà des rapports de voisinage.

Le traitement du problème de l'instabilité est aussi un peu décevant. Certes, deux chapitres sont consacrés au sujet. On y trouve une documentation riche sur les programmes mis en place aux États-Unis et au Canada depuis plus de cinquante ans pour stabiliser les revenus agricoles. Mais, en fin de compte, sur les raisons pour lesquelles ces programmes ont été mis en place et sur la difficulté pour les agricultures développées d'affronter les rigueurs de marchés très instables, la réflexion reste trop limitée. Pourtant l'expérience récente des États-Unis paraît riche d'enseignements en la matière. N'avaient-ils pas claironné, lors du passage du FAIR Act en 1996, l'ambition de « libérer » l'agriculture des entraves liées aux interventions du gouvernement et de la laisser s'adapter aux lois du marché. Or, on sait aujourd'hui que cette ambition a été rapidement abandonnée dès que les prix sur les marchés internationaux ont baissé et que la nouvelle loi agricole adoptée en 2002 a officialisé cet abandon.

Toutes ces critiques paraîtront peut-être bien sévères. Elles reflètent en effet la frustration d'un lecteur convaincu que les auteurs auraient pu corriger ces défauts assez facilement et surtout qu'ils n'ont pas bien mis en exergue l'originalité de leurs apports. La littérature nord-américaine citée est abondante; les auteurs, même ceux qui sont parfois injustement oubliés dans les écrits récents, sont judicieusement utilisés. Les sujets couverts sont nombreux et hétérogènes, on l'a dit, mais la plupart sont pertinents, eu égard aux objectifs ambitieux de l'ouvrage. L'idée d'intégrer explicitement le secteur agroalimentaire (« *agribusiness* ») dans l'analyse des politiques agricoles est tout à fait justifiée et constitue, comme le revendiquent les auteurs, une amélioration réelle par rapport aux pratiques courantes des auteurs travaillant sur les politiques agricoles.

Quant à l'originalité de la contribution des auteurs, elle sera simplement illustrée ici par un exemple: le cas du « pur intermédiaire », discuté dans le chapitre sur la recherche de la stabilité (page 184). On sait que les économistes sont légitimement critiques de la notion couramment répandue selon laquelle ce sont les intermédiaires qui sont responsables de l'instabilité des prix sur les marchés. Nos auteurs vont au-delà de cette observation bien connue et explorent les cas où un intermédiaire pur peut avoir intérêt à fabriquer de l'instabilité. De tels cas peuvent exister, ce qui bien sûr permet d'enrichir le débat sur ce sujet lancinant.

Étant données ces qualités indéniables, comment expliquer les gros défauts indiqués précédemment? La genèse même de l'ouvrage est peut-être en partie responsable. Dans un *addendum* aux remerciements, A. Schmitz explique que ses deux coauteurs avaient préparé un manuscrit sur les politiques agricoles canadiennes, déjà accepté pour publication par les *University of Toronto Press*. Son arrivée dans l'équipe conduisit à un remaniement de l'ouvrage afin de lui donner une orientation plus internationale, en s'appuyant sur une comparaison des politiques agricoles des États-Unis et du Canada. Les auteurs élargirent aussi le sujet en incluant les comportements de recherche de rentes et l'interface entre agriculture et « *agribusiness*. » Il en résulte un produit hybride au contenu riche mais, à mes yeux au moins, trop hétérogène et « mal ficelé ».

Michel PETIT

Institut National Agronomique, Paris-Grignon